

Banque des villes, des champs... et Internet !

VINCENT SCHOENMAKERS

La France déséquilibrée ! Ce débat pluri-décennal occupe spécialistes et médias sur les transports, les services publics, l'éducation et l'accès à l'emploi. Les acteurs influant sur le territoire sont pourtant nombreux. Les banques en font partie.

Leurs politiques d'implantation interpellent l'urbaniste car la densité des agences influe sur les dynamiques locales et qu'une (r)évolution est en cours. En outre, 99 % des Français possèdent un compte courant ou d'épargne et, important, le Livret A est souvent utilisé comme porte-monnaie par de nombreux citoyens issus des milieux défavorisés.

Croissance des réseaux puis repli : des mécontents à chaque étape !

Le réseau bancaire se rétracte : 37 300 agences en 2017¹ (5400 en 1967) pour un plafond de 40 000 en 2005.

La décennie 1990 fut la phase de conquête tous azimuts. En ville (grandes et moyennes), la guerre des emplacements stratégiques fit rage, au grand dam des élus qui s'émurent de la disparition de lieux de vie sociale (commerces, brasseries...) au profit de façades de verre fumées fermées à 18h et le week-end.

Ainsi, à Bordeaux, les carrefours des barrières comptaient deux à trois agences chacun. Idem sur les places emblématiques. La mairie saisit l'a-urba en 2001 pour réfléchir à endiguer le phénomène. Las, les outils légaux n'existaient pas encore et le PLU de Paris approuvé en 2006 fut annulé pour avoir tenté de le

faire. C'est en 2016 que le PLU 3.1 métropolitain révisé a pu aborder le problème localement. Une fois la bataille passée ! Trop tard car les meilleures places sont prises et, depuis 2005, les banques rationalisent leur réseau : internet réduit la fréquentation des agences, les néo-banques et Fintech se développent, les obligations réglementaires Bâle III (2010) imposent de renforcer les bilans. Les agences hors ratio ferment. Les quartiers populaires, certains chefs-lieux ruraux et petites villes économiquement fragilisées trinquent et grossissent le cortège des mécontents.

Des banques protéiformes aux objectifs différents

La banque « fossoyeur », décriée par les territoires en recul, remplace celle autrefois qualifiée de « vampire » par les élus urbains. Les choses ne sont pas si simples. Le service bancaire géographiquement universel doit trouver de nouvelles déclinaisons dans les territoires en difficulté où il faut impulser une intelligence collective appuyée sur les services existants ou à venir.

Les groupes bancaires agissent selon leur nature :

- La Banque Postale (publique) a une mission d'intérêt public (garantie de l'accès aux services bancaires). Elle irrigue le pays, quand bien même La Poste se redéploie dans certains territoires à faible dynamique : les élus locaux dénoncent mais sont cependant mieux écoutés par l'établissement qui tente de trouver des alternatives avec des points relais locaux (épicerie, bars, multi-services) ;

- Les banques commerciales rendent des comptes... aux actionnaires ;
- Les réseaux mutualistes, détenus par les clients, ont un fort tropisme territorial : chaque agence est une entité et les administrateurs, locaux, tentent de ménager les intérêts de chacun. Certains points ferment, quitte à contractualiser avec les mairies pour préserver un distributeur automatique de billets, consubstantiel du maintien des commerces de proximité ruraux.

Un développement alternatif : le mutualiste néo-aquitain ARKEA

Composante du groupe mutualiste Crédit Mutuel, ARKEA² (Bretagne, Massif-Central, Charente, Dordogne et Gironde) entend acquérir son indépendance de la confédération nationale afin d'entamer sa conquête de la Nouvelle-Aquitaine. ARKEA innove par la mise en place de points conseil au sein d'entreprises ayant pignon sur rue (à l'instar d'un pavillon témoin du constructeur IGC à Lacanau, permettant de diviser par 6 les coûts) et de projets au sein de tiers-lieux (espaces de *coworking*, *FabLab*, *HackerSpace*, *Repair'Café*), en particulier ceux portés par les collectivités locales.

L'avenir équilibré des services bancaires ? Hybridation à la campagne et quartiers défavorisés (sans augmenter la fracture numérique) et géomarketing en milieu urbain ou dynamique. —

2 | ARKEA se veut banque d'extraction locale (siège social bordelais pour le Sud-Ouest) et interlocuteur privilégié de l'exécutif régional pour financer localement les actions de développement des 12 départements. Pour leur part, les centres de décisions des groupes privés sont extérieurs. Et les mutuelles locales n'occupent chacune qu'une partie du territoire.

1 | Seconde densité européenne ramenée à la population.